

Statistique financière

Département de la Justice  
et des Finances

Delémont, mars 2003

République et Canton  
du Jura



**COMPTES 2002**

## Communiqué de presse

---

### **Comptes 2002 de la République et Canton du Jura Equilibre atteint en dépit d'une nouvelle baisse des parts fédérales**

Delémont, le 14 mars 2003/RPJU – **Les comptes 2002 de la République et Canton du Jura présentent un résultat équilibré. Avec un total de charges de 652,1 millions de francs et des recettes totalisant 651,4 millions de francs, le déficit s'élève à 718'000 francs, alors que le budget prévoyait un excédent de charges de 6,2 millions de francs. Globalement, les charges courantes sont maîtrisées et les recettes fiscales conformes au budget. En revanche, les parts fédérales sont inférieures de 10,4 millions de francs aux montants escomptés. Une recette extraordinaire de 30,15 millions de francs provenant de la vente d'actions FMB et provisionnée pour moitié a compensé ce manque à gagner.**

Les investissements nets s'élèvent à 39,4 millions de francs, soit 1,2 million de moins que prévu au budget. Ces investissements ont été autofinancés à raison de 79,1%. L'insuffisance de financement est inférieure de 5,9 millions de francs aux prévisions budgétaires et atteint 8,2 millions.

#### **Charges et revenus de fonctionnement**

Les dépenses courantes de l'Etat sont maîtrisées. Les charges de personnel et celles liées à l'acquisition de biens, services et marchandises ont atteint 248 millions de francs, soit 0,5% de moins que prévu. En revanche, les dépenses de transfert ont dépassé de 4,6% les prévisions budgétaires. Cette évolution s'explique notamment par l'obligation pour les cantons de participer dès 2002 aux coûts d'hospitalisation en division privée et demi-privée (+5,3 millions de francs pour le Jura) et par l'augmentation des subventions, notamment dans les domaines social et scolaire.

Les revenus réels s'élèvent à 550,9 millions de francs (4,8% ou 25,1 millions de plus que prévu au budget). Cette évolution est due principalement à la comptabilisation d'une recette extraordinaire de 30,15 millions de francs résultant de la vente d'actions FMB. Le produit des impôts ordinaires est globalement conforme au budget (+0,8%, à 177,8 millions de francs), mais supérieur de 8,1% à celui de 2001. Cette progression provient principalement du fait que le décompte 2001 des personnes physiques s'avère bien supérieur au décompte provisoire pris en considération dans les comptes 2001. Par contre, l'impôt des personnes morales rapporte 2 millions de francs de moins qu'inscrit au budget.

Les parts fédérales continuent de reculer (-1,9 million par rapport à 2001) et rapportent 68,9 millions de francs, soit 10,4 millions de francs de moins qu'annoncé par la Confédération.

#### **Investissements**

Les investissements globaux réalisés sur le territoire cantonal en 2002 atteignent 192,9 millions de francs, dont 136,6 ont été consacrés à la construction de l'A16 et 9,3 aux aménagements de la H18. Les subventions d'investissements s'élèvent à 16,3 millions de francs et sont allouées principalement aux secteurs de la santé, de l'agriculture, des eaux, de l'enseignement et de l'économie.

#### **Dettes et intérêts**

La dette brute a légèrement diminué en 2002. Globalement, la dette est stable depuis 1998 et avoisine les 500 millions de francs. Par rapport au revenu cantonal, sa part a diminué depuis 1997, passant de 23,2% à 20,9% en 2002, approchant l'objectif de long terme fixé par le Gouvernement. Compte tenu des taux historiquement bas sur les marchés financiers, les intérêts passifs ont pu être ramenés à 19,2 millions de francs (19,8 millions en 2001) et absorbent 9,1% des impôts directs et indirects.

Le Gouvernement entend poursuivre à l'avenir une politique visant à maintenir des finances cantonales équilibrées, condition nécessaire à la réalisation de ses grands projets et à la poursuite d'investissements permettant de maintenir, renouveler et développer les infrastructures cantonales.

Le rapport complet du Gouvernement au sujet des comptes 2002 de l'Etat sera publié et envoyé au Parlement à fin avril 2003.

## Comptes 2002 de l'Etat jurassien

Communiqué du 14 mars 2003

## Table des matières

(Cliquez sur l'intitulé pour atteindre la page correspondante)

### 1. Compte administratif

Compte administratif de l'Etat .....	1
Présentation schématique des comptes en quatre phases .....	2

### 2. Compte de fonctionnement

Evolution des charges .....	3
Evolution des charges (graphique) .....	4
Evolution des charges par rapport au budget 2002 .....	5
Evolution des charges par rapport aux comptes 2001 .....	6
Evolution des dépenses générales .....	7
Evolution des dépenses de transfert .....	8
Comment est dépensé l'argent du contribuable ? .....	9
Effectif du personnel .....	10
Evolution des revenus .....	11
Evolution des revenus (graphique) .....	12
Evolution des revenus par rapport au budget 2002 .....	13
Evolution des revenus par rapport aux comptes 2001 .....	14
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux .....	15
Evolution des impôts ordinaires et des impôts spéciaux (graphique) .....	16

### 3. Compte d'investissement

Volume des investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal .....	17
Ecarts du compte des investissements par rapport au budget 2002 .....	18
Les grands chantiers de l'Etat .....	19
Répartition des subventions nettes d'investissements .....	20

### 4. Situation financière

Evolution du résultat de fonctionnement et de l'insuffisance de financement .....	21
Evolution du résultat de fonctionnement et des écarts budgétaires .....	22
Evolution du degré d'autofinancement .....	23
Dettes et intérêts passifs .....	24
Evolution de la dette brute et des intérêts passifs (graphique) .....	25
Evolution des quotes-parts de l'Etat .....	26
Objectif, contexte et défis financiers .....	27

**COMPTE ADMINISTRATIF DE L'ÉTAT**

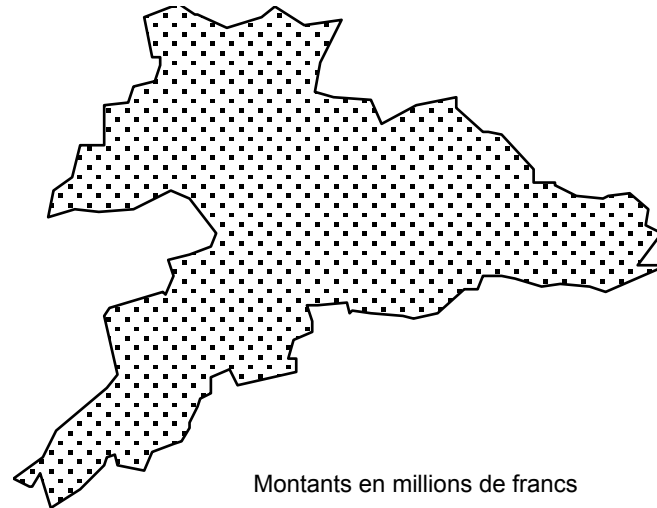
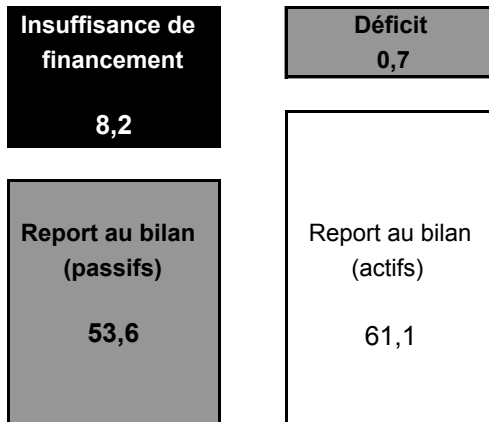
Montants arrondis en milliers de francs

L'équilibre du compte de fonctionnement résulte principalement de la combinaison de trois facteurs : des parts aux recettes fédérales inférieures au budget (10,4 mios), une recette extraordinaire provenant de la vente d'actions FMB (30,15 mios) et la constitution d'une provision de 15 mios pour charges futures.

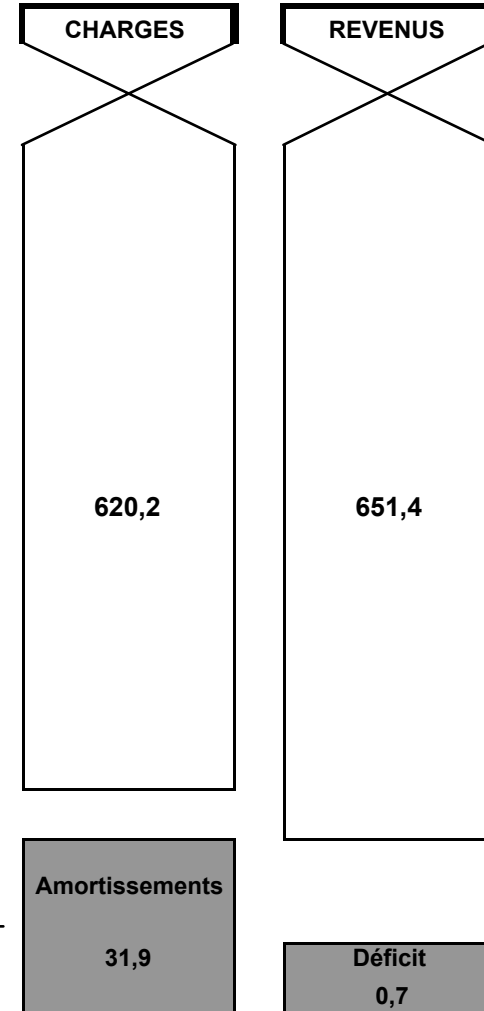
	Comptes 2001		Budget 2002		Comptes 2002	
	Charges	Produits	Charges	Produits	Charges	Produits
<b>Fonctionnement</b>						
Charges et revenus	604'073	589'829	623'485	617'434	<b>652'147</b>	<b>651'429</b>
Excédent de charges		14'244		6'051		<b>718</b>
<b>Investissements</b>						
Dépenses et recettes	56'468	23'045	61'407	20'811	<b>61'121</b>	<b>21'665</b>
Investissements nets		33'423		40'596		<b>39'456</b>
<b>Financement</b>						
Investissements nets	33'423		40'596		<b>39'456</b>	
Amortissements		31'681		32'475		<b>31'912</b>
Excédent de charges (fonctionnement)	14'244		6'051		<b>718</b>	
Insuffisance de financement		15'986		14'172		<b>8'262</b>
<b>Variations au bilan</b>						
Insuffisance de financement	15'986		14'172		<b>8'262</b>	
Report au bilan (passifs)	54'726		53'286		<b>53'577</b>	
Report au bilan (actifs)		56'468		61'407		<b>61'121</b>
Augmentation nette du découvert		14'244		6'051		<b>718</b>



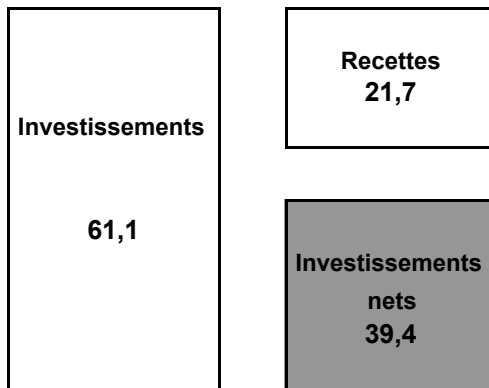
**4 VARIATIONS AU BILAN**



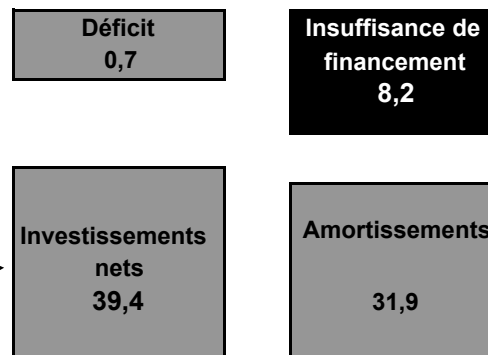
**1 FONCTIONNEMENT**



**2 INVESTISSEMENTS**



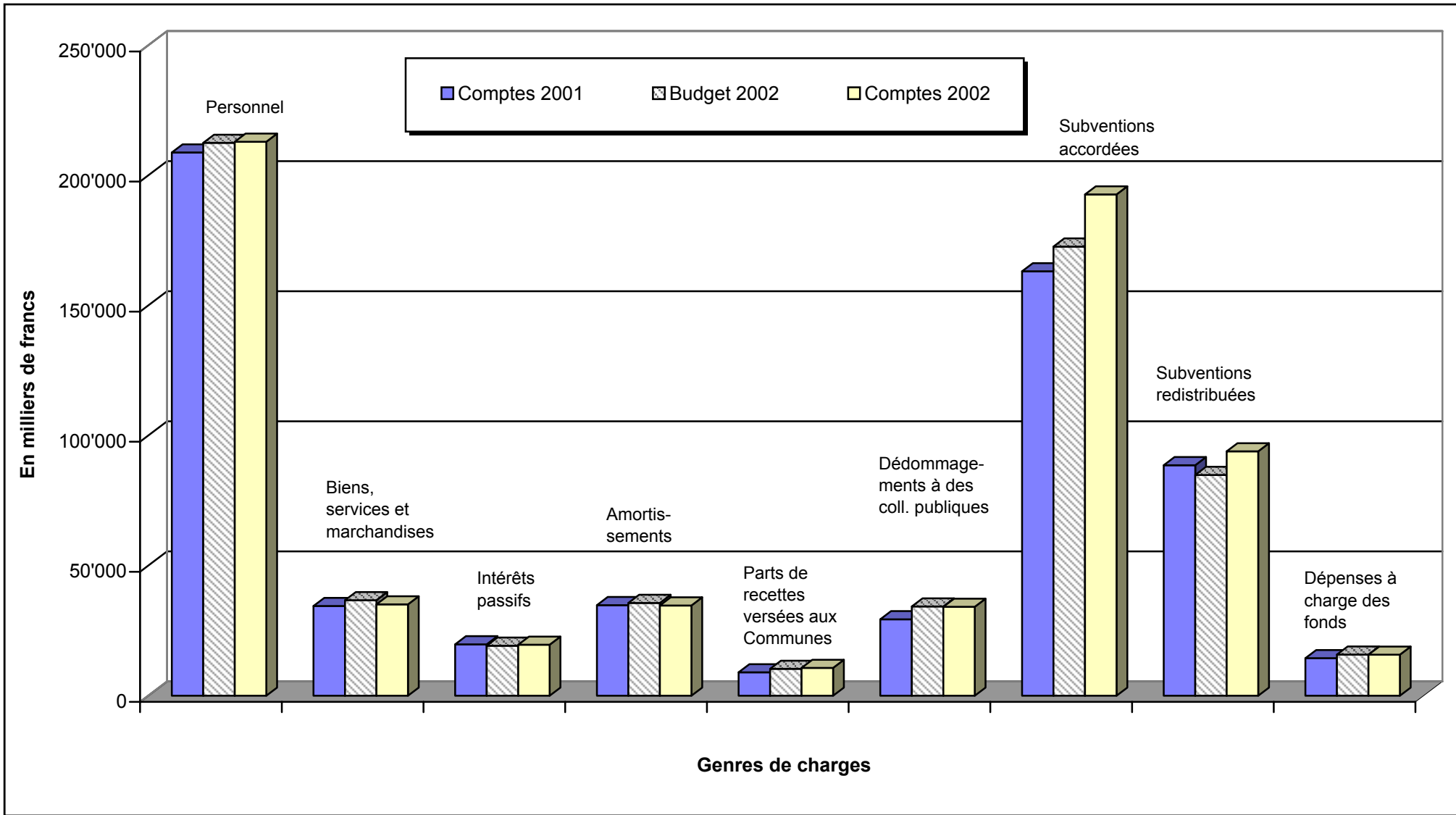
**3 FINANCEMENT**





Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat, des amortissements et de la dotation en provision, les charges réelles ne dépassent que légèrement le budget (+0,6%). Ces mêmes charges progressent de 5,4% par rapport aux comptes 2001.

No	Libellé du compte	Comptes 2001		Budget 2002		Comptes 2002		Ecarts sur le budget
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	+/- en %
30	CHARGES DE PERSONNEL	208'819	34.57	212'505	34.08	212'939	32.65	0.20
31	BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES	34'509	5.71	36'720	5.89	35'137	5.39	-4.31
32	INTÉRÊTS PASSIFS	19'764	3.27	19'230	3.08	19'623	3.01	2.04
33	AMORTISSEMENTS	34'829	5.77	35'675	5.72	34'699	5.32	-2.74
34	PARTS DE RECETTES VERSÉES AUX COMMUNES	8'999	1.49	10'362	1.66	10'704	1.64	3.30
35	DÉDOMMAGEMENTS À DES COLLECTIVITÉS PUBL.	29'402	4.87	34'335	5.51	34'178	5.24	-0.46
36	SUBVENTIONS ACCORDÉES	163'142	27.01	172'667	27.69	192'693	29.55	11.60
37	SUBVENTIONS REDISTRIBUÉES	88'619	14.67	84'875	13.61	93'953	14.41	10.70
377	DÉPENSES À CHARGE DES FONDS	14'456	2.39	15'825	2.54	15'782	2.42	-0.27
38	ATTRIBUTIONS AUX FONDS	584	0.10	408	0.07	1'558	0.24	281.86
39	IMPUTATIONS INTERNES	950	0.16	884	0.14	881	0.14	-0.34
<b>3</b>	<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>604'073</b>	<b>100.00</b>	<b>623'485</b>	<b>100.00</b>	<b>652'147</b>	<b>100.00</b>	<b>4.60</b>







PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS  
PAR RAPPORT AU BUDGET 2002

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Traitement des enseignants	302	0.50	Personnel de l'Arsenal cantonal	30	0.35
Formation des infirmières	309	0.75	Personnel des fouilles archéologiques	30	0.30
Intérêts passifs	32	0.40	Biens, services et marchandises	31	1.60
Part à l'impôt des frontaliers	340	0.30	Eliminations de créances	330	0.40
Ecoles professionnelles extérieures	351	0.65	Amortissements	331	0.55
HEP-BEJUNE	351	0.30	Hospitalisations extérieures	351	0.75
Universités	351	0.25	HES-santé-social	351	0.35
Solde de répartition AIS dû aux communes	362	0.45	Subventions à l'agriculture	36	0.55
Constitution d'une provision	363	15.00	Part du Canton à l'AVS/AI	360	1.30
Hospitalisations privées et mi-privées	364	5.30	Alimentations de fonds (tourisme, emploi, etc.)	363	0.50
Institutions sociales scolaires	364	0.55	Institutions de la santé	364	0.25
Subventions aux écoles privées	365	1.00	Aide aux chômeurs et assistances	366	0.25
Prestations complémentaires AVS/AI	366	0.45	Aide au tiers monde	367	0.50
Bourses d'études	366	0.40	Fonds pour l'emploi	377	0.50
Subventions fédérales redistribuées	37	9.10			
Fonds de compensation financière	377	0.40			
Attributions aux fonds (déchets, tourisme, etc.)	38	1.15			
<b>Total</b>		<b>36.95</b>	<b>Total</b>		<b>8.15</b>

<b>PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS PAR RAPPORT AUX COMPTES 2001</b>
--

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Personnel enseignant	30	1.90	Perfectionnement des enseignants (transfert)	309	0.30
Personnel administratif	30	1.45	Eliminations de créances	330	0.35
Caisse de pensions de la Police	304	0.30	Part du Canton à l'AVS/AI	360	0.30
Formation des infirmières	309	0.75	Subventions forestières	362	0.65
Biens, services et marchandises	31	0.65	Pensions alimentaires	366	0.75
Amortissements	331	0.25	Subventions pour primes d'assurance maladie	366	0.55
Part des communes à l'impôt des frontaliers	340	1.65	Fonds de l'Office des eaux	377	0.35
HEP-BEJUNE (partiellement transfert)	351	3.70			
Ecoles professionnelles extérieures	351	1.10			
Universités	351	0.25			
Solde de répartition AIS dû aux communes	362	0.25			
Constitution d'une provision	363	15.00			
Hospitalisations privées et mi-privées	364	5.30			
Centre de Gestion Hospitalière	364	4.50			
Institutions sociales	364	1.90			
Subventions aux transports publics	364	0.80			
Institutions de la santé	364	0.70			
Subventions aux écoles privées	365	0.95			
Subventions à l'agriculture	365	0.40			
Aide aux chômeurs et assistance	366	1.30			
Prestations complémentaires AVS/AI	366	0.45			
Subventions fédérales redistribuées	37	5.35			
Fonds de la santé	377	0.60			
Fonds de développement économique	377	0.55			
Fonds de la coopération	377	0.35			
Attributions aux fonds (déchets, tourisme, etc.)	38	0.95			
<b>Total</b>		<b>51.35</b>	<b>Total</b>		<b>3.25</b>

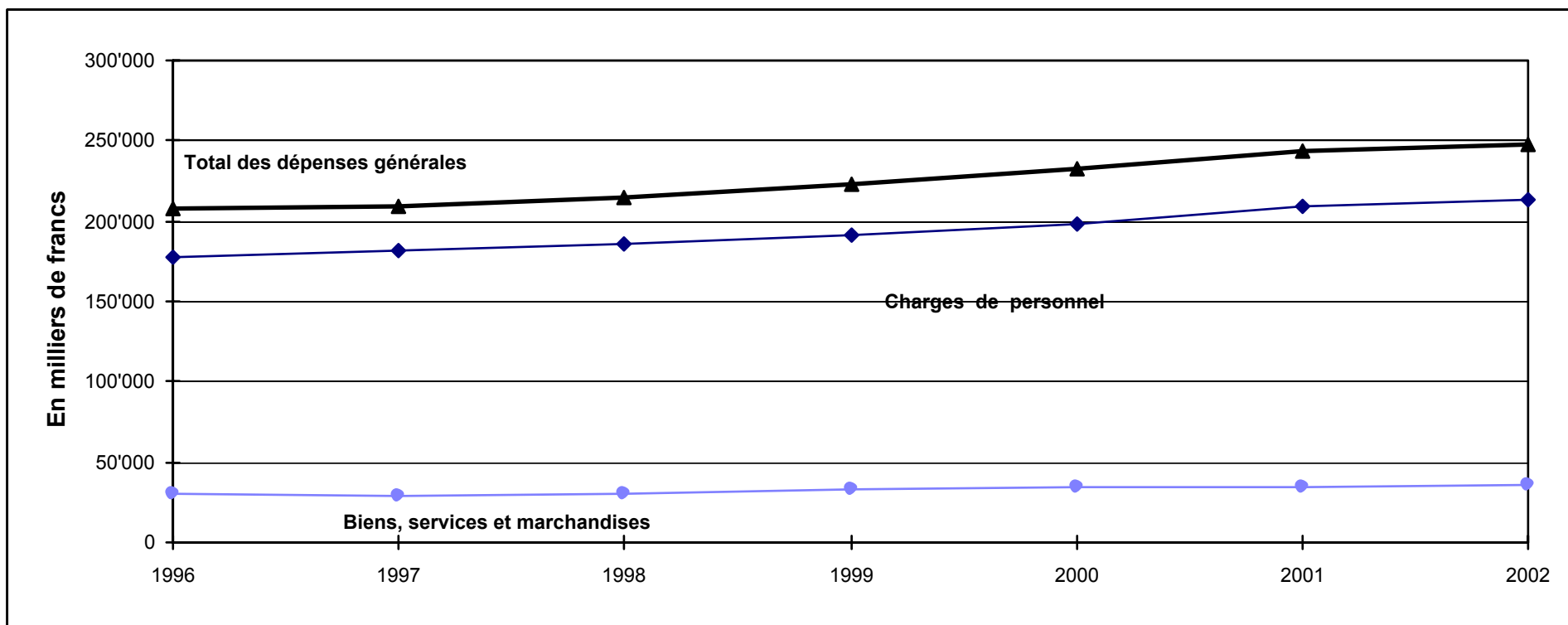


## ÉVOLUTION DES DÉPENSES GÉNÉRALES

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Charges de personnel	177'944	181'238	185'590	190'977	198'551	208'819	212'939
Biens, services et marchandises	29'618	28'236	29'733	32'531	33'786	34'509	35'137
<b>TOTAL DES DÉPENSES GÉNÉRALES</b>	<b>207'562</b>	<b>209'474</b>	<b>215'323</b>	<b>223'508</b>	<b>232'337</b>	<b>243'328</b>	<b>248'076</b>

L'évolution de ces dépenses propres peut être considérée comme maîtrisée puisqu'elles sont inférieures de 0,5% au budget. Elles progressent de 2,0% par rapport aux comptes 2001.



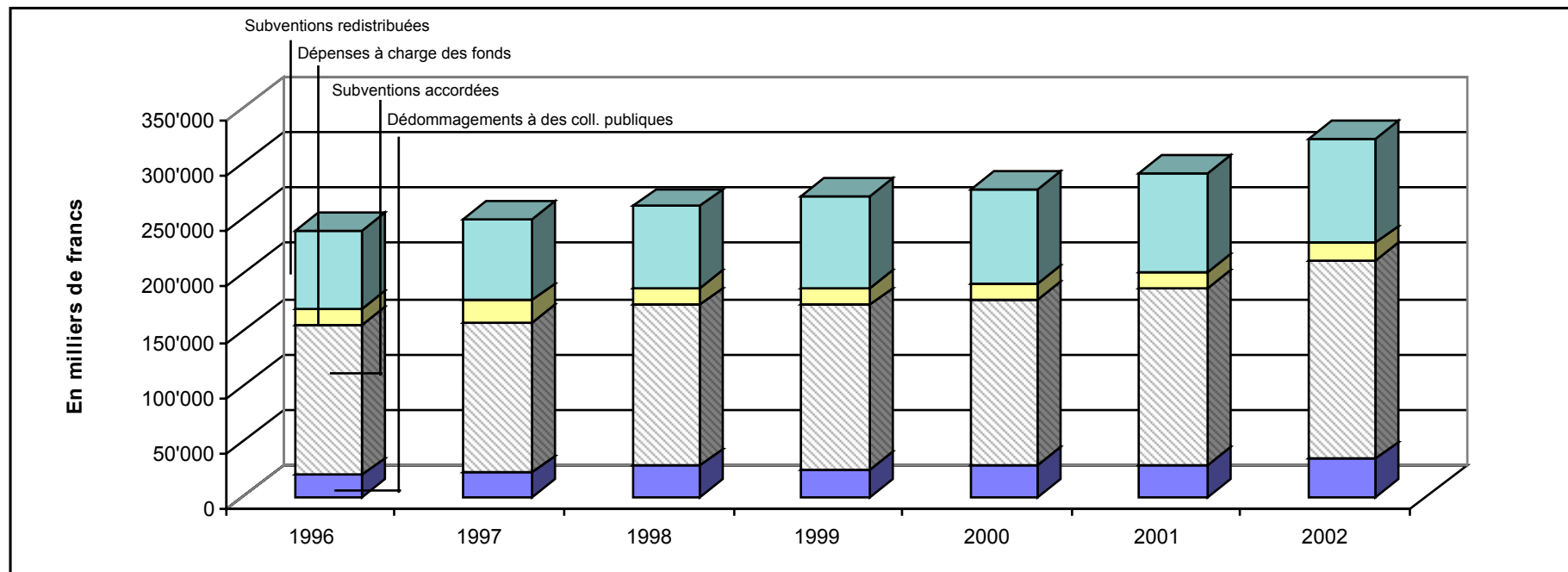
**ÉVOLUTION DES DÉPENSES DE TRANSFERT**

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Dédommagements à des collectivités	19'146	21'705	27'420	24'946	28'870	29'402	34'178
Subventions accordées *)	134'656	135'271	144'263	146'712	147'853	158'422	177'603
Dépenses à charge des fonds	14'590	18'677	16'249	15'854	15'248	14'456	15'782
Subventions redistribuées	70'637	72'936	72'209	81'924	83'504	88'619	93'953
<b>TOTAL DES DEPENSES DE TRANSFERT</b>	<b>239'029</b>	<b>248'589</b>	<b>260'141</b>	<b>269'436</b>	<b>275'475</b>	<b>290'899</b>	<b>321'516</b>

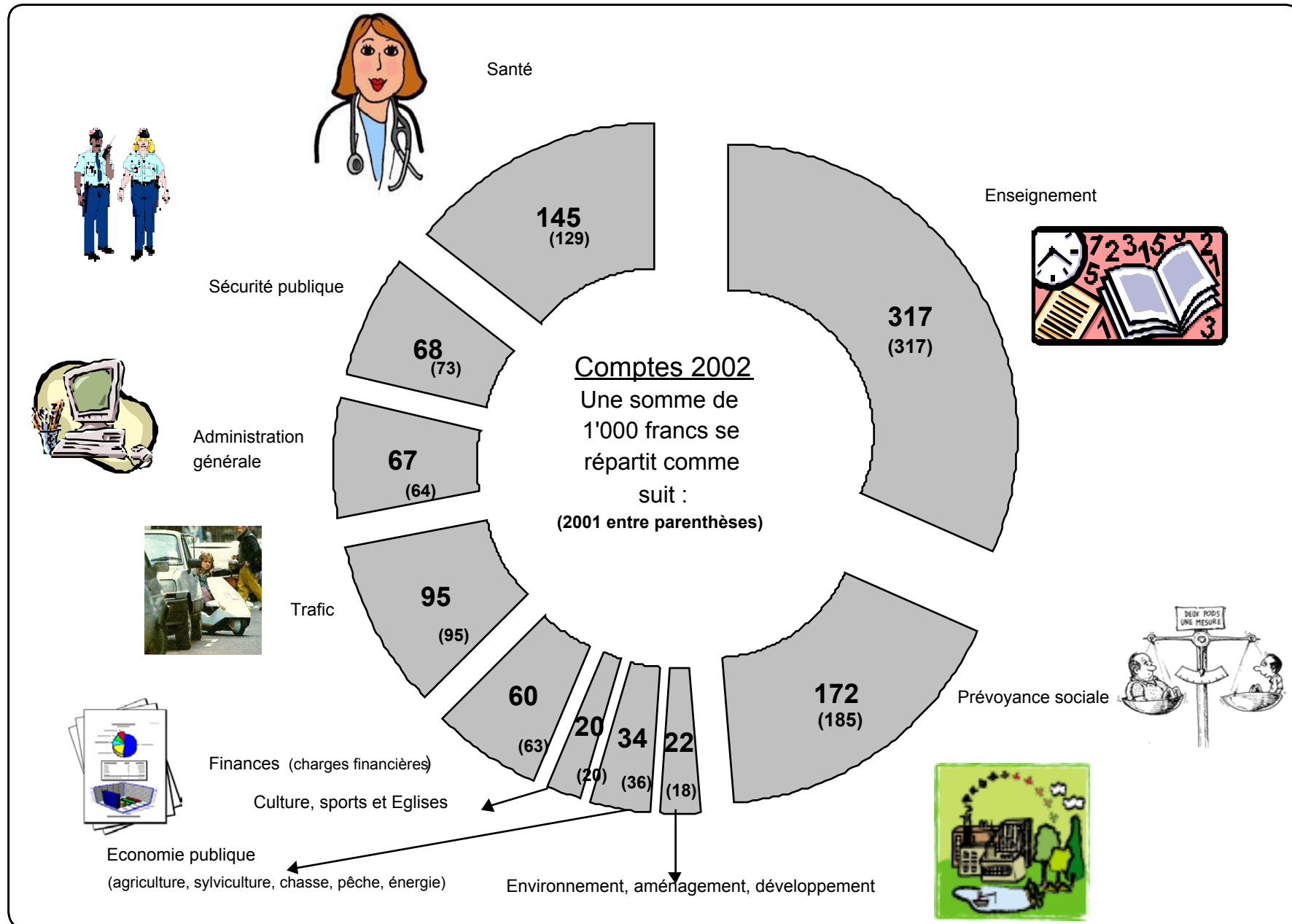
\*) sans l'alimentation des fonds et la dotation aux provisions


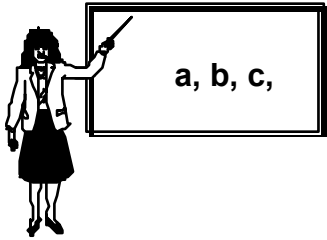
**L'évolution de ces dépenses est plus que préoccupante. Abstraction faite des subventions redistribuées, elles sont supérieures de 4,6% au budget et elles progressent de 12,5% par rapport aux comptes 2001.**





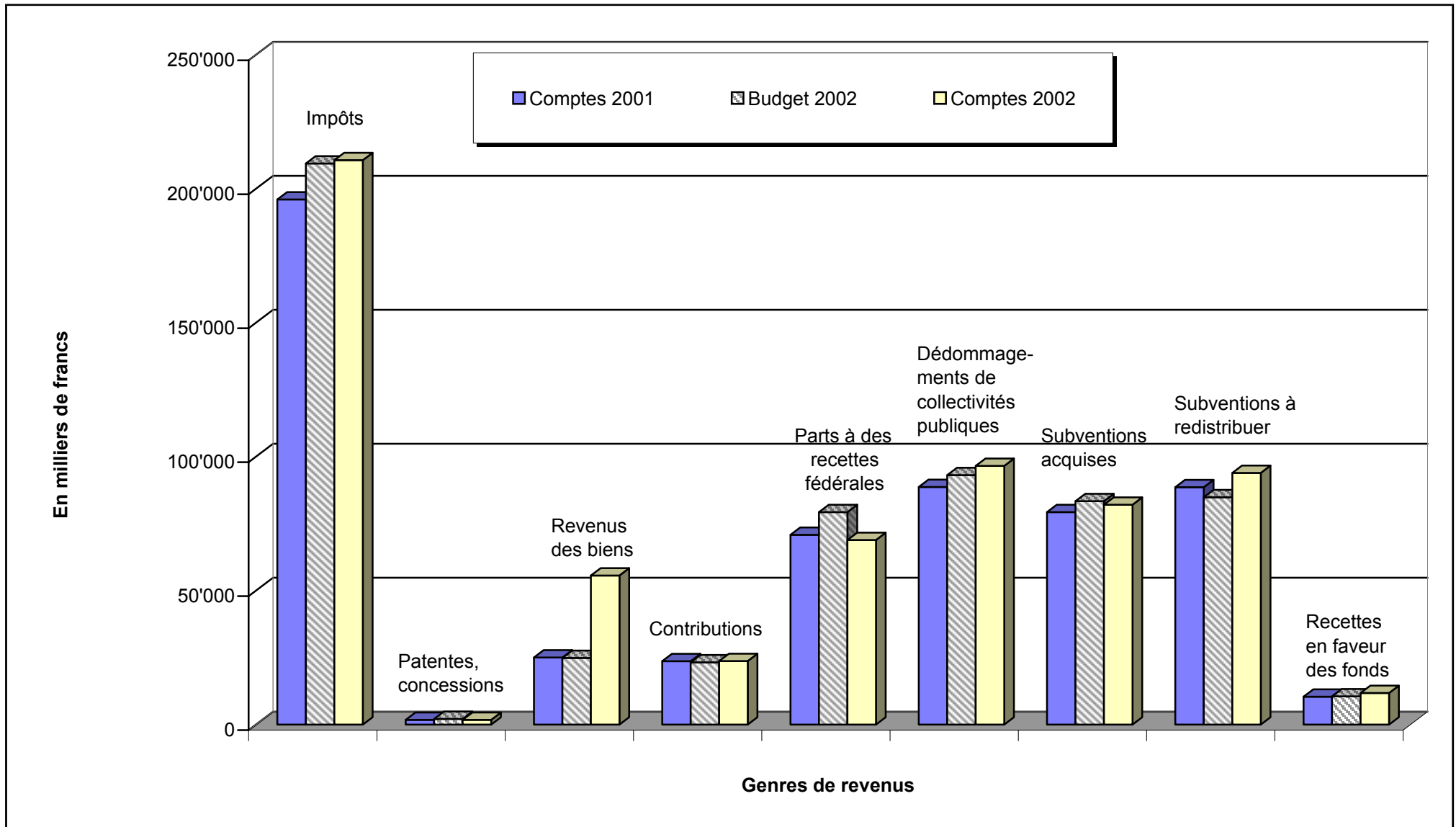
COMMENT EST DÉPENSÉ  
L'ARGENT DU CONTRIBUABLE ?



	31.12. 1996	31.12. 1997	31.12. 1998	31.12. 1999	31.12. 2000	31.12. 2001	31.12. 2002
<p><b>PERSONNEL ADMINISTRATIF</b> (sans les fouilles archéologiques)</p> 	730.2	732.0	756.8	762.6	779.3	795.4	792.3
<p><b>PERSONNEL ENSEIGNANT</b> (base de données dès année scolaire 99/00)</p> 	96/97	97/98	98/99	99/00	00/01	01/02	02/03
	---	---	---	854.8	870.0	884.0	892.4

Si l'on ne tient pas compte des écritures neutres du point de vue du résultat, les revenus réels sont supérieurs de 4,8% au budget et de 11,2% aux comptes 2001. La cause principale en est la recette extraordinaire résultant de la vente d'actions FMB (30,15 mios). Les parts fédérales sont par contre en recul (-1,9 mio) et inférieures au budget (-10,4 mios).

No	Libellé du compte	Comptes 2001		Budget 2002		Comptes 2002		Ecart sur le budget +/- en %
		En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	En milliers de francs	En % du total	
40	IMPÔTS	196'015	33.23	209'427	33.92	210'684	32.34	0.60
41	PATENTES, CONCESSIONS	1'784	0.30	2'089	0.34	1'769	0.27	-15.32
42	REVENUS DES BIENS	25'024	4.24	24'895	4.03	55'622	8.54	123.43
43	CONTRIBUTIONS	23'670	4.01	23'250	3.77	23'715	3.64	2.00
44	PARTS À DES RECETTES FÉDÉRALES	70'815	12.01	79'323	12.85	68'893	10.58	-13.15
45	DÉDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITÉS PUBL.	88'702	15.04	93'101	15.08	96'576	14.83	3.73
46	SUBVENTIONS ACQUISES	79'318	13.45	83'393	13.51	82'062	12.60	-1.60
47	SUBVENTIONS À REDISTRIBUER	88'619	15.02	84'875	13.75	93'953	14.42	10.70
477	RECETTES EN FAVEUR DES FONDS	10'405	1.76	10'536	1.71	11'799	1.81	11.99
48	PRÉLÈVEMENTS SUR LES FONDS	4'527	0.77	5'661	0.92	5'475	0.84	-3.29
49	IMPUTATIONS INTERNES	950	0.16	884	0.14	881	0.14	-0.34
<b>4</b>	<b>TOTAL DES REVENUS</b>	<b>589'829</b>	<b>100.00</b>	<b>617'434</b>	<b>100.00</b>	<b>651'429</b>	<b>100.00</b>	<b>5.51</b>





<b>PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS PAR RAPPORT AU BUDGET 2002</b>
--

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Impôts des personnes physiques	400	3.45	Impôts des personnes morales	401	2.00
Taxes de successions	405	0.20	Droits de mutation	404	0.30
Dividendes	422	0.55	Patentes	41	0.30
Plus-value réalisée et gains comptables	424	30.70	Ventes de bois	427	0.45
Remboursements de frais	436	0.60	Emoluments	431	0.35
Amendes	437	0.30	Part à l'impôt fédéral direct	440	5.85
Part des communes à la santé	452	2.90	Part à l'impôt anticipé	440	4.15
Part des communes à l'enseignement	452	0.65	Part aux droits de douane sur les carburants	440	0.40
Redevance poids lourds	460	1.35	Part de la Confédération à l'Arsenal cantonal	450	0.40
Subventions fédérales aux prestations compl.	460	0.30	Subventions fédérales A16	460	0.95
Subventions fédérales à l'aménagement	460	0.25	Subventions fédérales à l'assurance maladie	460	0.60
Subventions fédérales à redistribuer	47	9.10	Subventions fédérales à l'agriculture	460	0.60
Fonds du tourisme	477	0.60	Subventions fédérale à l'aide au tiers monde	460	0.30
Fonds des déchets	477	0.60	Part des communes au domaine social	462	0.80
<b>Total</b>		<b>51.55</b>	<b>Total</b>		<b>17.45</b>

<b>PRINCIPALES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS PAR RAPPORT AUX COMPTES 2001</b>
--

Montants bruts en millions de francs

Augmentations brutes	Rubriques	Montants	Diminutions brutes	Rubriques	Montants
Impôts immobiliers	40	1.15	Impôts des personnes morales	401	1.00
Impôts des personnes physiques	400	12.50	Part au bénéfice de la BNS	426	2.40
Impôt des frontaliers	400	1.70	Ventes de bois	427	0.30
Intérêts actifs	42	0.55	Emoluments	431	0.25
Dividendes	422	1.85	Ventes diverses	435	0.55
Plus-value réalisée et gains comptables	424	30.35	Part à l'impôt fédéral direct	440	3.50
Loyers	427	0.60	Part aux droits de douane sur les carburants	440	2.40
Remboursements de frais et recettes diverses	43	0.40	Part de la Confédération à l'Arsenal cantonal	450	0.40
Amendes	437	0.45	Subventions fédérales à l'assurance maladie	460	1.55
Part à l'impôt anticipé	440	4.05			
Parts des communes à la santé	452	6.80			
Part des communes à l'enseignement	452	1.20			
Redevance poids lourds	460	1.60			
Subventions fédérales A16	460	0.90			
Subventions fédérales aux prestations compl.	460	0.35			
Subventions fédérales à l'aménagement	460	0.30			
Subventions fédérales à l'agriculture	460	0.25			
Parts des communes au domaine social	462	1.15			
Subventions fédérales à redistribuer	47	5.35			
Fonds des déchets	477	0.80			
Fonds du tourisme et fonds de l'emploi	477	0.60			
Prélèvements sur les fonds	480	0.95			
<b>Total</b>		<b>73.85</b>	<b>Total</b>		<b>12.35</b>



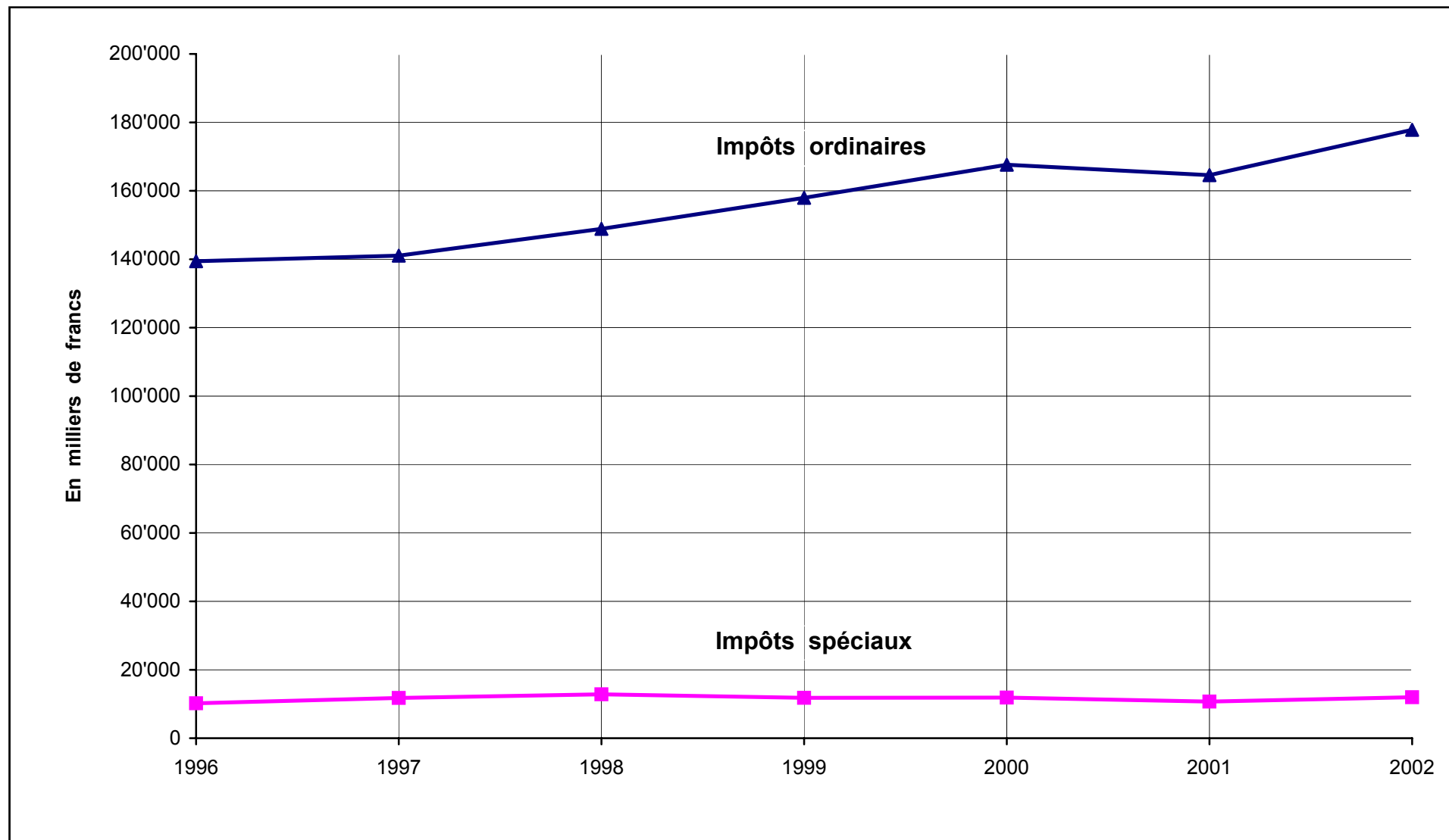
ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES  
ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX

Montants arrondis en milliers de francs

Les rentrées des impôts ordinaires sont assez proches du budget (+0,8%) mais supérieures de 8,0% aux comptes 2001. Cela provient surtout du fait que le décompte 2001 des personnes physiques s'avère bien supérieur au décompte provisoire considéré dans les comptes 2001. Les rentrées des impôts spéciaux sont conformes au budget mais supérieures de 12,0% aux comptes 2001 en raison du fléchissement ponctuel en 2001 des rentrées du Registre foncier.

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Impôts ordinaires</b>							
Impôts sur le revenu et la fortune (400)	125'851	129'676	134'654	141'700	144'368	142'834	157'076
Impôts sur le bénéfice et le capital (401)	13'567	11'384	14'238	16'257	23'252	21'737	20'755
<b>Total</b>	<b>139'418</b>	<b>141'060</b>	<b>148'892</b>	<b>157'957</b>	<b>167'620</b>	<b>164'571</b>	<b>177'831</b>
<b>Impôts spéciaux</b>							
Impôts sur les gains immobiliers et de loterie (403)	1'349	1'598	1'193	1'670	1'674	1'667	1'885
Droits de mutation et gages immobiliers (404)	6'794	7'255	7'249	7'244	7'163	5'960	6'895
Impôts sur les successions et les donations (405)	2'048	2'908	4'378	2'888	3'027	3'076	3'209
<b>Total</b>	<b>10'191</b>	<b>11'761</b>	<b>12'820</b>	<b>11'802</b>	<b>11'864</b>	<b>10'703</b>	<b>11'989</b>

**ÉVOLUTION DES IMPÔTS ORDINAIRES  
ET DES IMPÔTS SPÉCIAUX**

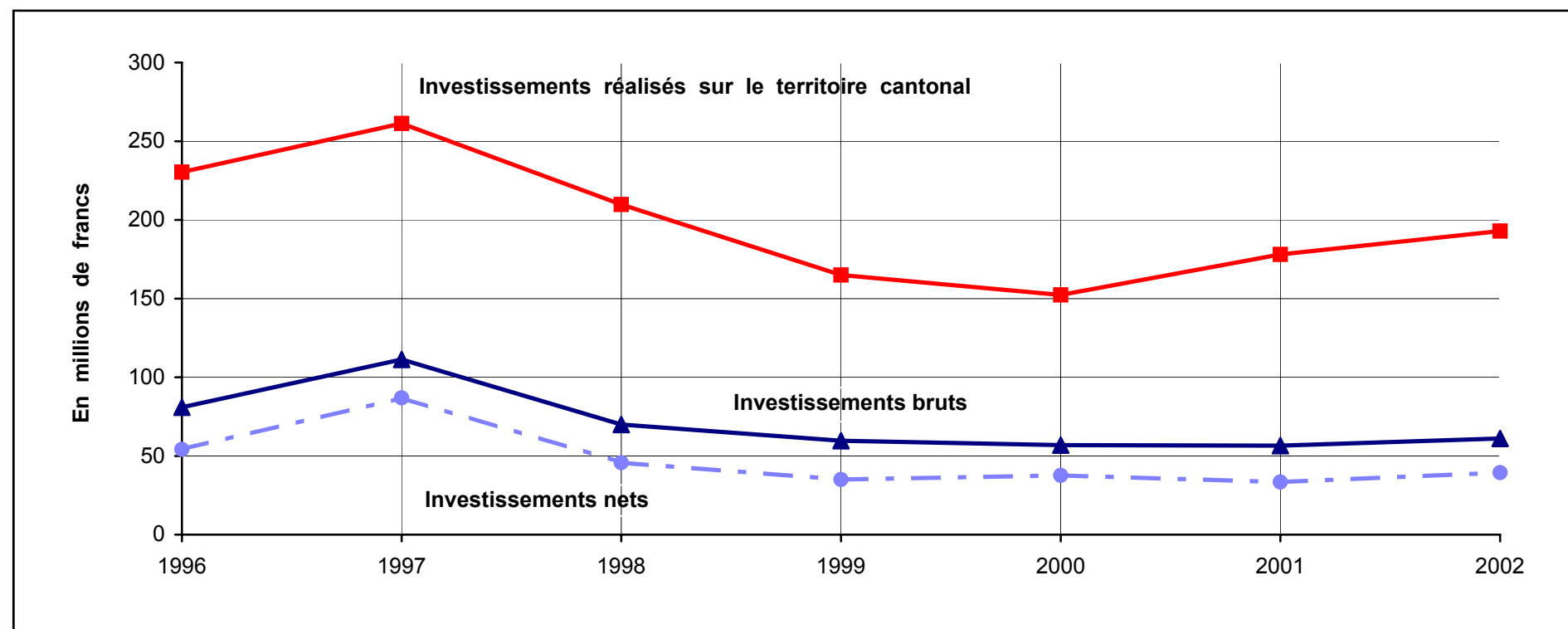




VOLUME DES INVESTISSEMENTS BRUTS  
REALISÉS SUR LE TERRITOIRE CANTONAL

Montants arrondis en millions de francs

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Investissements réalisés sur le territoire cantonal	230.4	261.3	209.8	165.0	152.3	178.1	192.9
Investissements bruts	80.9	111.3	70.0	59.7	56.9	56.5	61.1
Investissements nets	54.2	86.9	45.7	35.0	37.6	33.4	39.4





## ECARTS DU COMPTE DES INVESTISSEMENTS PAR RAPPORT AU BUDGET 2002

### ECARTS GLOBAUX

Montants arrondis en millions de francs

<u>Libellés</u>	<b>Plan financier 2002</b>	<b>Budget 2002</b>	<b>Comptes 2002</b>	<b>Ecarts par rapport au budget</b>
Dépenses d'investissements	56.3	61.4	61.1	-0.3
Recettes d'investissements	19.6	20.8	21.7	+0.9
Investissements nets	36.7	40.6	39.4	-1.2

### PRINCIPAUX ECARTS DES INVESTISSEMENTS NETS PAR RAPPORT AU BUDGET 2002

<u>Objets</u>	<u>Ecarts</u>	<u>Causes principales</u>
Transfert au patrimoine financier de 90'000 actions FMB	-2.2	Recette comptable non budgétisée provenant de la vente des titres aux FMB
Construction de l'A16	-1.1	Baisse des crédits fédéraux octroyés
Aménagements H18	+0.4	Avance plus rapide des travaux
Subvention d'investissement CJ	+0.5	Versement partiel en 2002 suite au retard en 2000 et 2001 dans l'avancement des travaux
Subventions pour amélioration structurelle dans l'agriculture	+0.5	Besoins supplémentaires annoncés et mobilisation de subventions fédérales redistribuées
Acquisition de la Bruntrutaine	+0.6	Opération non prévue au budget

**PRINCIPAUX CHANTIERS**

(Dépenses propres, sans les subventions et les prêts d'investissements accordés à des tiers)

- ☒ Construction de l'A16
- ☒ Aménagements H16
- ☒ Palais de Justice - Hôtel du Parlement et du Gouvernement
- ☒ Lycée cantonal

**LES GRANDS CHANTIERS DE L'ÉTAT**

<b>COMPTES 2002</b>		
Montants arrondis en millions de francs		
<b>Investissements bruts réalisés sur le territoire cantonal</b>		<b>Part cantonale nette</b>
	136.6	6.4
	9.3	3.4
	2.0	2.0
	1.2	1.2
<b>TOTAL</b>	<b>149.1</b>	<b>13.0</b>

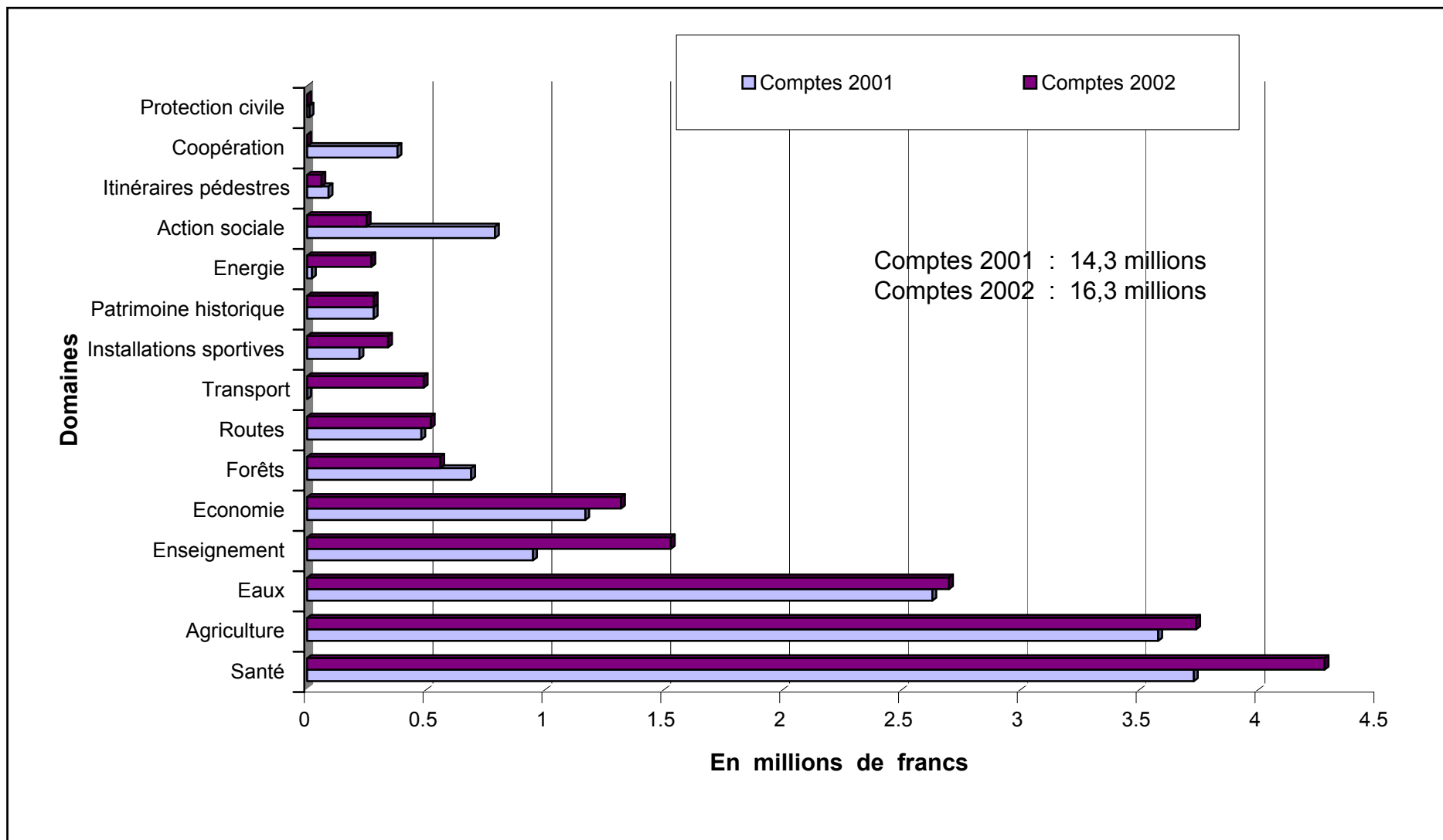


A16 (évitement de Porrentruy): portail ouest du tunnel du Banné, secteur de l'Oiselier

*Ce montant représente 77,3% des investissements réalisés sur le territoire cantonal*

*Cette somme constitue 32,9% de l'investissement net total de l'année 2002*

REPARTITION DES SUBVENTIONS NETTES  
D'INVESTISSEMENTS



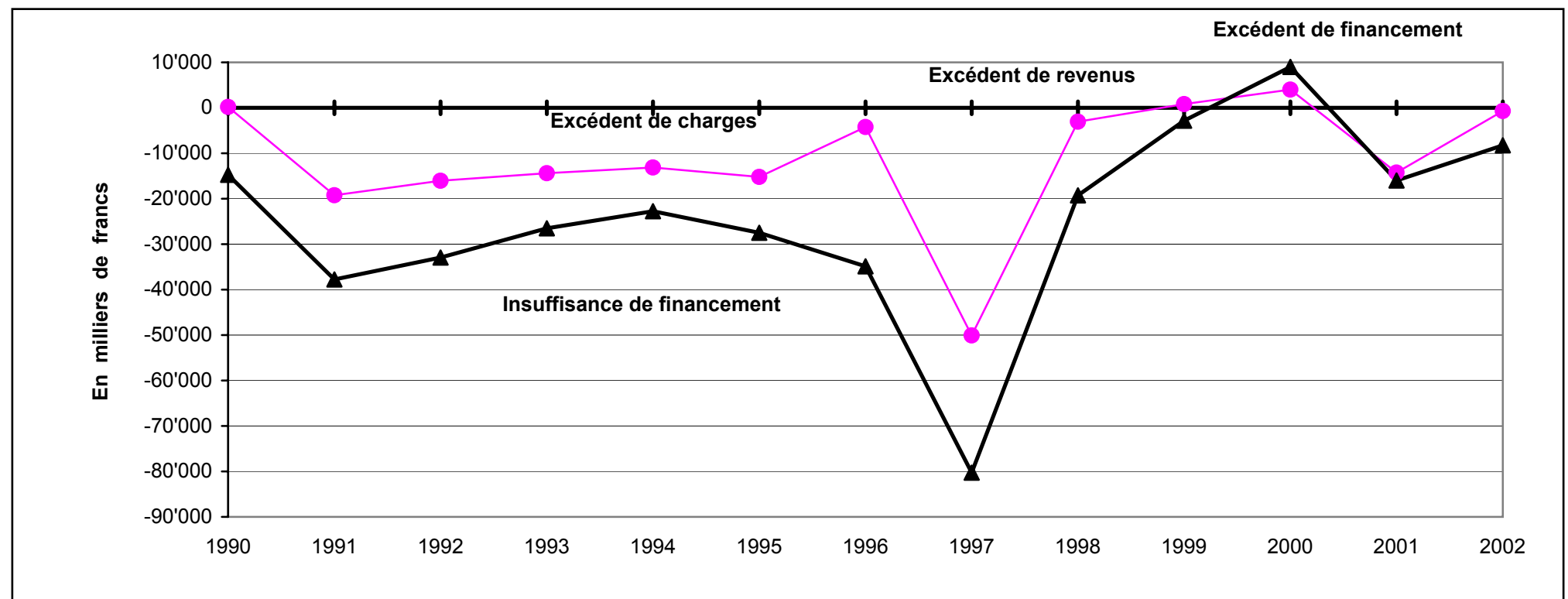


**EVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT  
ET DU FINANCEMENT**

Montants arrondis en milliers de francs

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Résultat du compte de fonctionnement	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244	-718
Insuffisance/excédent de financement	-14'734	-37'764	-32'936	-26'514	-22'759	-27'484	-34'888	-80'268	-19'255	-2'842	9'001	-15'986	-8'262

**Le mauvais résultat 2001 s'expliquait en grande partie par la diminution des parts fédérales. Comme celles-ci sont à nouveau nettement inférieures aux attentes, les comptes 2002 ont pu être équilibrés grâce à la plus-value réalisée sur la vente d'actions FMB.**

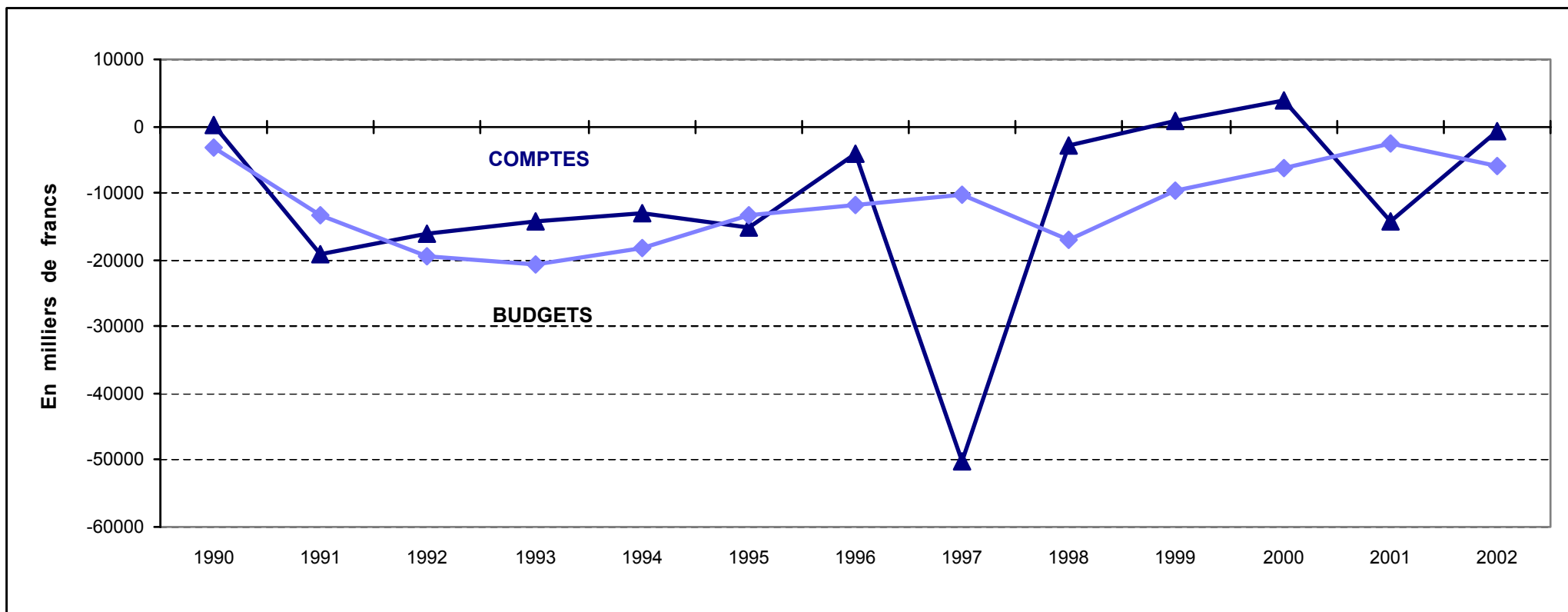


**ÉVOLUTION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT ET DES ECARTS BUDGETAIRES**

Montants arrondis en milliers de francs et en %

Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Résultat du compte de fonctionnement	178	-19'227	-16'039	-14'386	-13'135	-15'205	-4'223	-50'075	-3'048	822	4'012	-14'244	-718
Résultat selon le budget	-3'292	-13'236	-19'485	-20'673	-18'181	-13'465	-11'762	-10'329	-16'902	-9'686	-6'362	-2'682	-6'051
Ecart	3'470	-5'991	3'446	6'287	5'046	-1'740	7'539	-39'746	13'854	10'508	10'375	-11'562	5'333
Ecart en % des recettes	1.03	-1.66	0.88	1.51	1.16	-0.39	1.51	-7.77	2.53	1.86	1.75	-1.96	0.82

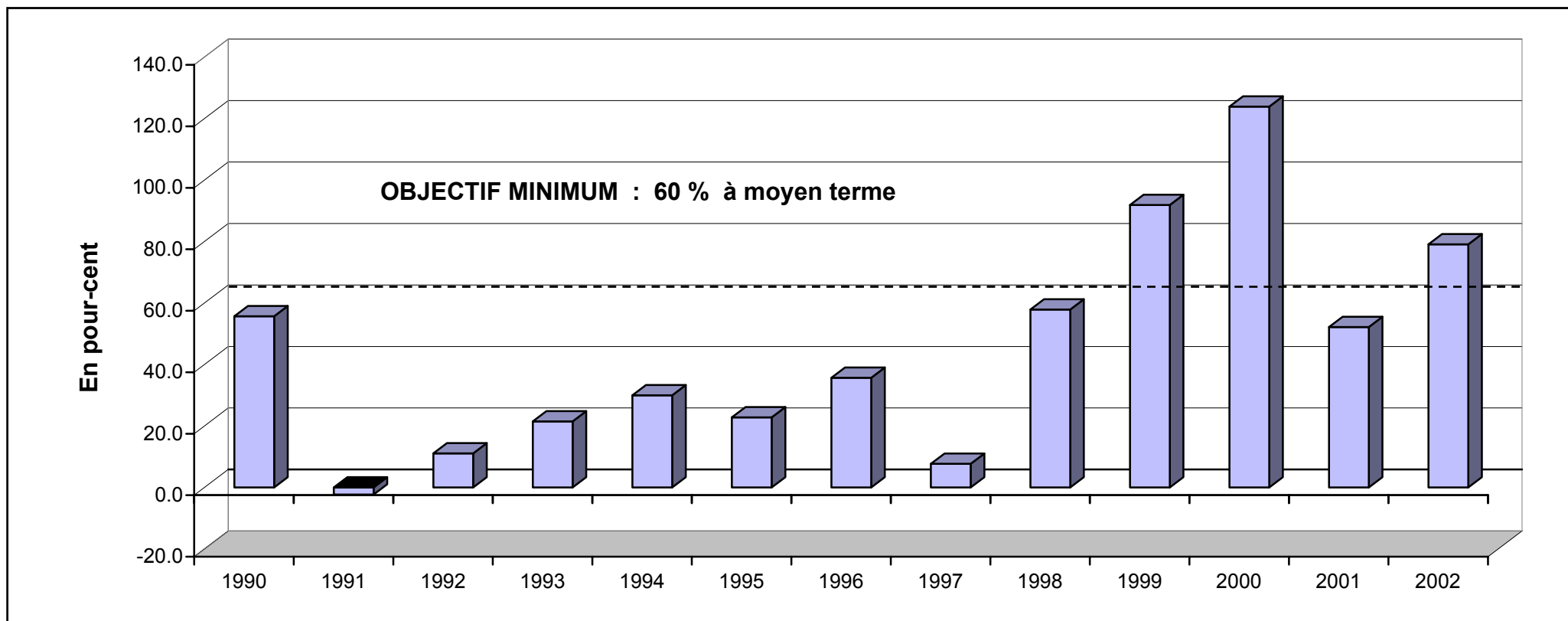
**Sans la plus-value réalisée sur la vente d'actions FMB, l'écart budgétaire correspondrait à -1,5% des recettes.**





Années	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Degré d'autofinancement	55.7	-2.3	11.1	21.5	30.0	22.8	35.7	7.7	57.9	91.9	123.9	52.2	79.1

Le degré d'autofinancement moyen est de 87,5% pour les 4 dernières années et de 51,0% pour les 8 dernières années.





**La dette brute a pu être globalement stabilisée sur les 5 dernières années. Compte tenu des taux favorables sur les marchés financiers, le poids des intérêts passifs continue de baisser.**

Montants arrondis en millions de francs / en francs par habitant

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
<b>Dette brute</b> <sup>1</sup>	<b>422.6</b>	<b>479.9</b>	<b>494.7</b>	<b>492.0</b>	<b>494.7</b>	<b>502.6</b>	<b>492.1</b>
- Nouvelle définition dès l'année 2000 <sup>2</sup>				535.9	542.2	557.9	547.4
En francs par habitant	6'102	6'960	7'173	7'131	7'189	7'306	7'221
<b>Dette nette</b> <sup>3</sup>	<b>253.1</b>	<b>333.1</b>	<b>341.8</b>	<b>339.1</b>	<b>341.8</b>	<b>350.9</b>	<b>358.6</b>
En francs par habitant	3'654	4'831	4'956	4'915	4'967	5'101	5'262
<b>Intérêts passifs</b>	<b>18.9</b>	<b>18.8</b>	<b>19.6</b>	<b>20.4</b>	<b>20.6</b>	<b>19.8</b>	<b>19.6</b>
En % des charges réelles	4.4	3.9	4.2	4.2	4.1	3.8	3.6
En % des impôts directs et indirects (total des impôts cantonaux, rubrique 40)	11.3	11.0	10.8	10.7	10.2	10.1	9.3

<sup>1</sup> Dettes à court, moyen et long terme (rubriques 21 et 22 du bilan)

<sup>2</sup> Dès l'année 2000, les prêts de la Confédération dans le cadre des crédits d'investissements dans l'agriculture sont intégrés au bilan de l'Etat (actifs et passifs)

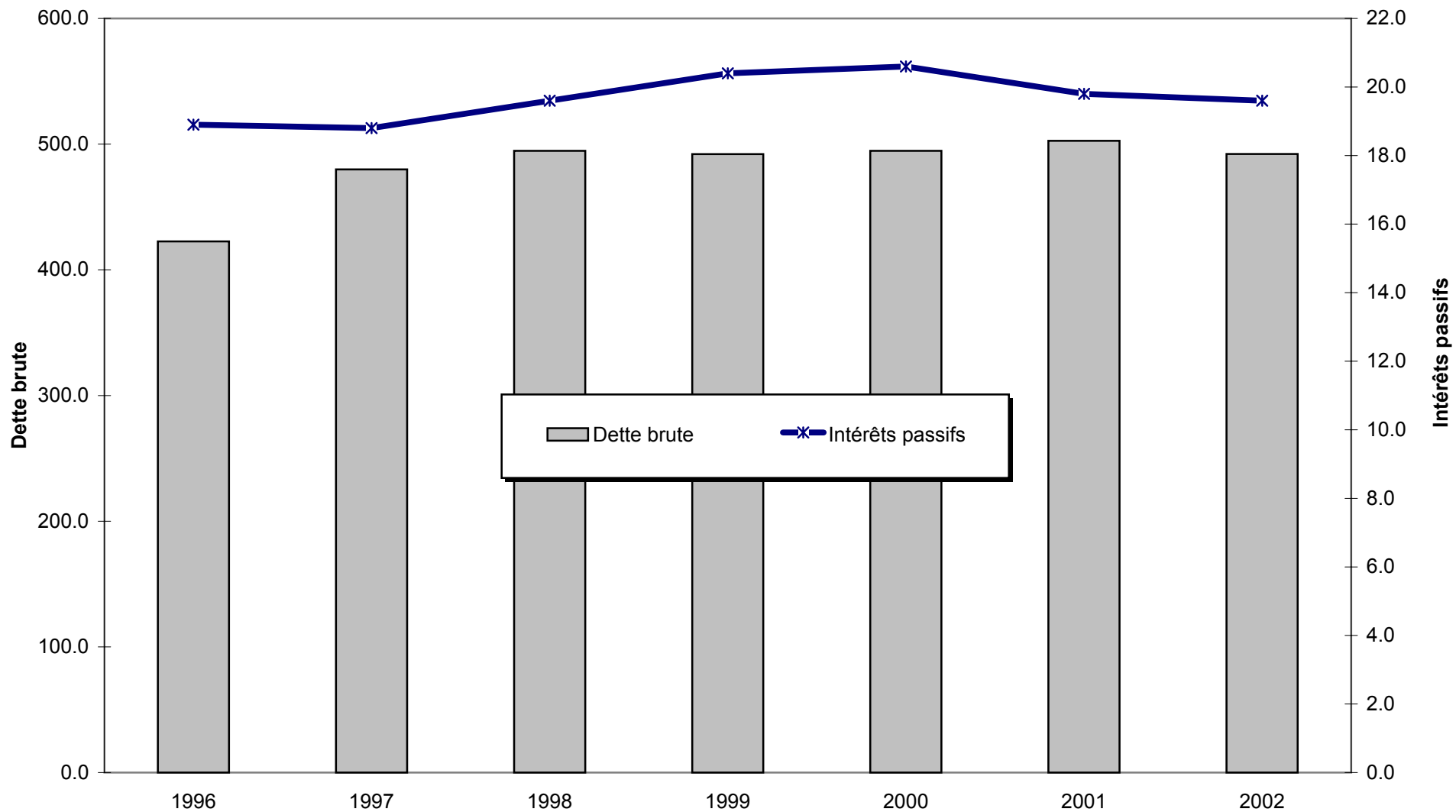
<sup>3</sup> Patrimoine administratif sujet à amortissement ./ . avances aux financements spéciaux + perte reportée

<i>Habitants au 1er janvier (ESPOP)</i>	69'261	68'948	68'964	68'995	68'818	68'794	68'149
---	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------



### ÉVOLUTION DE LA DETTE BRUTE ET DES INTÉRÊTS PASSIFS

Montants en millions de francs



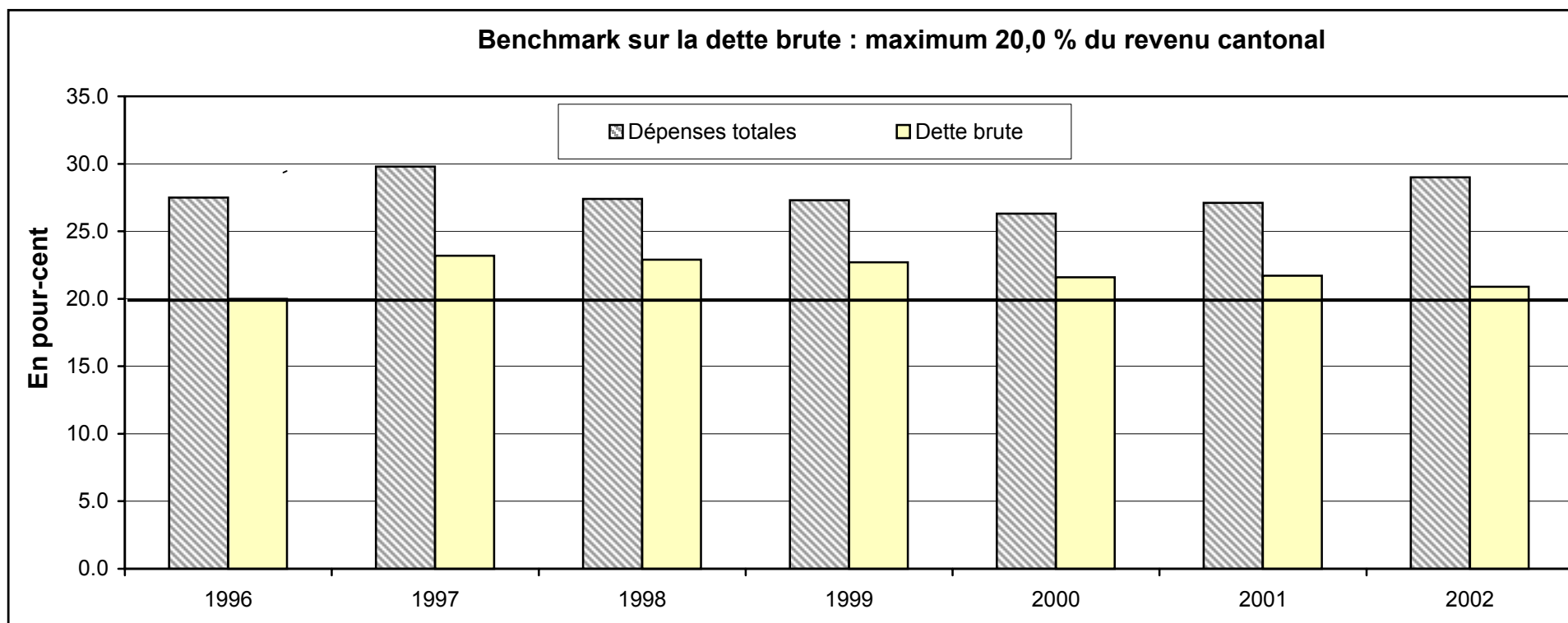
EVOLUTION DES QUOTES-PARTS DE L'ETAT

Calculées en % et arrondies à une décimale

Années	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002
Quote-part des dépenses totales	27.5	29.8	27.4	27.3	26.3	27.1	29.0
Quote-part des investissements nets	2.7	4.2	2.1	1.6	1.6	1.4	1.7
Quote-part de la dette brute	20.0	23.2	22.9	22.7	21.6	21.7	20.9

Quotes-parts de l'Etat : grandeurs comparées au revenu cantonal

**La quote-part de la dette brute est en baisse, mais reste toujours supérieure à 20%.**





**OBJECTIF DU GOUVERNEMENT :**

- Mener une politique financière visant à maintenir des finances cantonales saines, afin de concrétiser ses objectifs politiques prioritaires sans altérer l'aptitude du Jura à investir pour maintenir, renouveler et développer ses infrastructures.

**CONTEXTE ET DEFIS :**

- Evolution de la conjoncture économique (mondiale, suisse et jurassienne) et des marchés financiers
- Dépendance financière de l'Etat face à la Confédération et volatilité des parts aux recettes fédérales (volume des parts et indices de capacité financière)
- Incertitudes liées à des décisions nationales sur des dossiers en cours d'examen (fiscalité fédérale, or de la BNS, péréquation financière, primes d'assurance-maladie, etc.)
- Diminution de la marge de manœuvre budgétaire propre (délégations de compétences par conventions intercantionales, besoins croissants en renouvellements et maintenance, endettement élevé, garanties accordées, effets des décisions fédérales sur la fiscalité cantonale, etc.)
- Evolution structurelle des coûts de la santé, du secteur social et de la formation
- Décisions et mise en œuvre de "Jura, Pays ouvert" (engagement et financement de ressources complémentaires, concrétisation des effets d'attractivité afin de garantir l'équilibre financier à moyen terme)